



Commune de  
**Corminboeuf**

**Commune de Corminboeuf**  
**Règlement des finances (RFin)**

---

*L'Assemblée communale*

Vu la loi sur les finances communales (LFCo) du 22 mars 2018 (RSF 140.6) ;  
Vu l'ordonnance sur les finances communales (OFCo) du 14 octobre 2019 (RSF 140.61),

*Adopte :*

**Art. 1** But

Le présent règlement a pour but de définir les paramètres importants régissant les finances communales, en complément à la législation cantonale en la matière.

**Art. 2** Impôts (art. 64 LFCo)

L'Assemblée communale fixe les coefficients et les taux des impôts par décision distincte.

**Art. 3** Limite d'activation des investissements (art. 42 LFCo, art. 22 OFCo)

Les investissements sont activés à partir d'un montant de 50 000 francs. Les investissements n'atteignant pas ce seuil sont portés au compte de résultats.

**Art. 4** Imputations internes (art. 51 LFCo, art. 26 OFCo)

Pour les tâches qui ne sont pas en lien avec des financements spéciaux, le seuil à partir duquel une imputation doit être opérée est fixé à 1 000 francs.

**Art. 5** Compétences financières du Conseil communal (art. 67 al. 2, 1<sup>e</sup> phr. LFCo)  
a) Dépense nouvelle (art. 33 al. 1 let. a OFCo)

<sup>1</sup> Sous réserve de couverture suffisante par un crédit budgétaire, le Conseil communal est compétent pour engager une dépense nouvelle ne dépassant pas 50 000 francs. L'article 9 est réservé.

<sup>2</sup> Pour les dépenses périodiques, la durée prévisible totale de l'engagement est prise en compte. A défaut de précision temporelle, une durée de dix ans fait foi.

**Art. 6** b) Dépense liée (art. 73 al. 2 let. e LFCo)

<sup>1</sup> Le Conseil communal est compétent pour décider les dépenses liées.

<sup>2</sup> Lorsque le montant d'une telle dépense dépasse la compétence financière fixée à l'article 5 du présent règlement, la commission financière en préavise le caractère nouveau ou lié (art. 72 al. 3 LFCo).

**Art. 7** c) Crédit additionnel (art. 33 LFCo, art. 33 OFCo)

<sup>1</sup> Le Conseil communal est compétent pour décider un crédit additionnel pour autant que ce dernier ne dépasse pas 10 % du crédit d'engagement concerné et à condition que le montant du crédit additionnel soit au maximum de 200 000 francs.

<sup>2</sup> Si le crédit additionnel dépasse les seuils fixés à l'alinéa 1, le Conseil communal doit sans délai demander un crédit additionnel avant de procéder à un autre engagement. L'article 6 al. 2 du présent règlement s'applique par analogie.

**Art. 8** d) Crédit supplémentaire (art. 36 al. 3 LFCo, art. 33 OFCo)

<sup>1</sup> Le Conseil communal est compétent pour décider un crédit supplémentaire pour autant que ce dernier ne dépasse pas 20 % du crédit budgétaire concerné et à condition que le montant du crédit supplémentaire soit au maximum de 50 000 francs.

<sup>2</sup> Toutefois, le Conseil communal est compétent pour décider un dépassement de crédit lorsque l'engagement d'une charge ou d'une dépense ne peut être ajourné sans avoir de conséquences néfastes pour la commune ou lorsqu'il s'agit d'une dépense liée. L'article 6 al. 2 du présent règlement s'applique par analogie.

<sup>3</sup> En outre, les dépassements de crédits sont autorisés en cas de charges ou de dépenses lorsque celles-ci sont compensées par les revenus ou les recettes afférents au même objet dans le même exercice.

<sup>4</sup> Le Conseil communal établit une liste motivée de tous les objets dont le dépassement excède les limites fixées à l'alinéa 1 et les soumet globalement à l'Assemblée communale pour approbation, au plus tard lors de la présentation des comptes. Les crédits supplémentaires de minime importance inférieurs à 10 000 francs peuvent ne pas être listés.

**Art. 9** Autres compétences décisionnelles du Conseil communal (art. 67 al. 2, 2<sup>e</sup> phr. LFCo, art. 100 LCo)

<sup>1</sup> Le Conseil communal dispose de la compétence décisionnelle dans les domaines et les limites suivants :

- a) Toute forme d'acquisition, de vente ou de donation d'immeubles y compris les donations immobilières avec charges, la constitution de droits réels limités et toute autre opération permettant d'atteindre un but économique analogue à celui d'une acquisition d'immeubles jusqu'à concurrence d'un montant maximum de 50 000 francs par opération ;
- b) Des cautionnements et autres garanties pour un maximum de 100 000 francs par opération ;

c) Décider des prêts et des participations qui ne répondent pas aux conditions usuelles de sécurité et de rendement pour un montant total de 30 000 francs par opération ;

<sup>2</sup> Pour les opérations entraînant des charges périodiques, le seuil de 50 000 francs correspond aux coûts estimés sur la durée de l'engagement, ou sur une durée de 10 ans si la durée de l'engagement n'est pas connue ou qu'elle est illimitée

<sup>3</sup> Lors de chaque vente d'immeuble, le Conseil communal choisit le mode de vente le plus adapté.

<sup>4</sup> Toute autre délégation pour une affaire concrète par voie de décision de l'Assemblée communale est réservée.

#### **Art. 10** Contrôle des engagements (art. 32 LFCo)

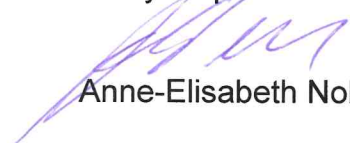
Le Conseil communal tient le contrôle des engagements contractés, des crédits utilisés et des paiements effectués ainsi que, le cas échéant, de la répartition des crédits-cadres entre les projets individuels.

#### **Art. 11** Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022, sous réserve de son approbation par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts.

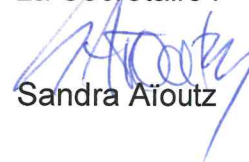
Adopté par l'Assemblée communale le 12 octobre 2021

La Syndique :

  
Anne-Elisabeth Nobs



La Secrétaire :

  
Sandra Aïoutz

Approuvé par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts, le 01 DEC. 2021



Didier Castella  
Conseiller d'Etat, Directeur